

Document de travail

Notes et analyses de l'ITCEQ

n° 38 - Août 2016

**Matrice de comptabilité sociale
de l'économie tunisienne
de 2010**

Thouraya Lakoud



ITCEQ

Le présent document de travail est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de l'auteur et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Ce travail est entrepris dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Synthèse et Modélisation sous la supervision de Mr Mohamed Nejib BOUSLAMA.

Mes remerciements s'adressent à Monsieur Mabrouk Nasri de la Direction Centrale de la Comptabilité Nationale à l'INS pour sa disponibilité et sa collaboration et à Monsieur Elyes Gasdallah pour sa contribution à ce travail.

Résumé

Ce document expose les différentes étapes de la construction de la matrice de comptabilité sociale de 2010 (MCS), les sources de données utilisées et présente une description de la structure de l'économie tunisienne. La matrice de comptabilité sociale de 2010 est élaborée pour servir de base comptable pour calibrer le modèle d'équilibre général calculable utilisé pour l'évaluation de l'impact de la libéralisation des services sur l'économie tunisienne dans le cadre de l'accord de libre échange complet et approfondi entre la Tunisie et l'Union européenne (ALECA).

Cette matrice comporte 117 comptes avec une désagrégation assez fine pour les activités et les produits de services. Pour 51 produits et 48 activités retenus, 24 produits et 21 activités relèvent des services marchands. Au niveau des échanges, elle comprend trois partenaires commerciaux qui sont l'Union européenne des 28, les USA et le reste du monde.

La MCS de 2010 comporte quatre comptes de facteurs de production qui sont le compte capital, le compte travail ayant le niveau primaire et moins, le compte travail ayant le niveau secondaire et le compte travail ayant le niveau supérieur. Elle comprend, également, 1 compte pour les Ménages, 1 compte pour les entreprises, le compte de l'Etat, 1 compte d'accumulation et le compte extérieur (BOP). Les taxes sont ventilées en 5 types de taxes.

Des améliorations relatives aux hypothèses liées à la ventilation de certaines statistiques pourraient être introduites dans les prochains travaux sur la construction de la matrice de comptabilité sociale.

Abstract

This document outlines the various stages of the construction of the social accounting matrix of 2010 (SAM), data sources and provides a description of the structure of the Tunisian economy. The social accounting matrix of 2010 was developed to provide accounting basis to calibrate the general equilibrium model used for assessing the impact of services liberalization on the Tunisian economy in the context of deep and comprehensive free trade Agreement between Tunisia and the European Union (DCFTA). This matrix contains 117 accounts with detailed disaggregation of activities and services products. For 51 products and 48 activities identified, 24 products and 21 activities are business services. It includes three trading partners that are the European Union of 28, the US and the rest of the world. The SAM 2010 has four inputs accounts that are capital account, labor account with the primary and less level of education, labor account with the secondary level of education and labor with higher level of education. It also comprises one account for households, one account for firms, an account for the government, an account for accumulation and an external account (BOP). Taxes are broken down into five types of taxes.

Improvements on assumptions related to the breakdown of some statistics would be introduced in future work on the construction of the Social Accounting Matrix.

ملخص

تستعرض هذه الوثيقة مختلف مراحل بناء مصفوفة الحسابات الإجتماعية لسنة 2010 ومصادر البيانات وتقديم وصفا لهيكلية الإقتصاد التونسي. وقد تم إعداد مصفوفة الحسابات الإجتماعية لسنة 2010 لتوفير القاعدة المحاسبية لمعايرة نموذج التوازن العام المستخدم لتقييم أثر تحرير الخدمات على الإقتصاد التونسي في إطار اتفاق التبادل الحر الكامل والمعق بين تونس والإتحاد الأوروبي.

وتحتوي هذه المصفوفة على 117 حسابا مع تقسيم تفصيلي للأنشطة والسلع في مجال الخدمات. إذ تمثل الخدمات 24 حسابا للسلع و21 حسابا للأنشطة وذلك على جملة 51 حسابا للسلع و48 حسابا للأنشطة. وعلى مستوى التبادل التجاري تتضمن مصفوفة الحسابات الإجتماعية ثلاثة شركاء تجاريين وهم الإتحاد الأوروبي والولايات المتحدة وبقية العالم. كما تتضمن أربعة حسابات لعوامل الإنتاج، حسابا واحدا للأسر، حسابا واحدا للإدارة العمومية، حسابا واحدا لرأس المال (مصادر الإدخار وأوجه الإنفاق الإستثماري) والحساب الخارجي (BOP). كما تتضمن هذه المصفوفة خمسة أنواع من الضرائب.

وسيتم في الأعمال المقبلة المتعلقة ببناء مصفوفة الحسابات الإجتماعية، إدخال تحسينات تتعلق بالفرضيات المستعملة في معالجة بعض الإحصائيات.

Sommaire

Résumé	1
Introduction	5
I. La Macro Matrice	6
I.1/ Les comptes de la Macro Matrice :	6
I.2/ Les transferts entre les institutions :	9
II. Désagrégation des comptes de la Macro Matrice : La Matrice désagrégée de 2010	14
II.1/ Le compte des Activités et des Produits :	14
II.2/ Revenu des Facteurs de production :	15
II.3/ Les marges commerciales, les marges de transport et la correction de valorisation CAF/FAB	17
II.4/ Le commerce extérieur et partenaires commerciaux :	18
II.5/ Les taxes.....	20
III. L'économie tunisienne selon la matrice de comptabilité sociale de 2010	21
III.1/ La structure du coût :	21
III.2/ Poids des services dans la consommation intermédiaire	23
III.3/ Part sectorielle dans la valeur ajoutée et dans l'emploi	25
III.4/ Structure des échanges par partenaire.....	27
III.5/ Structure des taxes	29
Annexe 1	31
Annexe 2	33

Liste des tableaux

Tableau 1 : Construction de la Matrice des transferts en MD

Tableau2 : Macro Matrice de l'économie tunisienne pour l'année 2010 en MD

Tableau3 : Données sources des comptes de la Macro Matrice

Tableau 4 : Rémunération Moyenne par niveau d'instruction

Tableau 5 : les marges de Transport par mode en MD

Tableau 6 : Structure de l'emploi par activité et par niveau d'instruction

Tableau 7 : structure des recettes fiscales indirectes nettes de subvention sur la production

Tableau 8 : Taux effectifs des droits sur import

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition des échanges de services par partenaire en %

Graphique 2 : Coût de production et Répartition du PIB aux coûts des facteurs en 2010

Graphique 3 : Décomposition du Cout par groupement d'activité

Graphique 4 : Services marchands en % des consommations intermédiaires totales

Graphique 5: structure de la demande intermédiaire des services marchands par activité

Graphique 6 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi en %

Graphique 7 : Structure de l'emploi en %

Graphique 8 : Répartition des échanges par partenaire en %

Graphique 9 : Répartition des échanges par partenaire et par type de produit

Graphique 10 : Solde de la balance des services selon la MCS2010 et la BOP

Graphique 11 : Évolution du taux de droit de douane effectif

Annexe 1 : Liste des produits et des activités

Annexe 2

Tableau 1 : Échanges de services pour l'année 2010 en MD

Tableau 2 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi

Tableau 3 : Structure de l'absorption en %

Tableau 4 : Structure des échanges par partenaire en %

Tableau 5 : Structure des échanges par partenaire et destination en %

Tableau 6 : Structure des consommations intermédiaires par activité en %

Tableau 7 : Structure des consommations intermédiaires par type de produit en %

Tableau 8 : Rémunération salariale des occupés salariés selon le niveau d'instruction

Introduction

La matrice de comptabilité sociale (MCS) constitue un cadre comptable qui retrace les transactions entre les différents agents économiques conformément aux règles de comptabilisation¹ en vigueur qui respecte la circularité des flux et l'équilibre entre les ressources et les dépenses pour chaque compte de la matrice. La MCS généralement calculée pour une année, peut se résumer seulement à la sphère réelle de l'économie ou peut être étendue pour inclure la sphère financière. Le détail que comporte la matrice est variable selon le besoin et la problématique à traiter.

La MCS de 2010 est élaborée pour servir de base comptable au modèle d'équilibre général utilisé pour évaluer l'impact de la libéralisation des services entre la Tunisie et l'Union européenne. Le détail sectoriel est focalisé sur une désagrégation assez fine des activités et des produits des services. Le choix de l'année 2010 a été dicté par l'objectif d'avoir une année stable puisque depuis 2011, l'économie tunisienne ne parvient pas à retrouver son rythme habituel de la croissance.

Ce document comporte trois sections. La construction de la Macro matrice est présentée dans une première section. La seconde section détaille la désagrégation de la Macro Matrice. Enfin, la troisième section donne un aperçu sur la structure de l'économie tunisienne de 2010 compte tenu de la matrice construite.

¹ Depuis 2008, les données comptables respectent les règles du système comptable des Nations Unies de 1993. Actuellement, le système comptable est en cours de reconversion aux normes de comptabilisation des nations unies de 2008.

I. La Macro Matrice

La matrice de comptabilité sociale² constitue une synthèse du tableau des comptes économiques intégrés³ (TCEI), du tableau des ressources emplois (TRE), des comptes des secteurs institutionnels et utilise, également, des données plus désagrégées qui proviennent d'autres sources pour détailler, généralement, certains comptes de taxes, du commerce extérieur par partenaire ou pour répondre à un problème précis qui suscite un détail plus fin par rapport aux publications conventionnelles des statistiques.

Chaque agent ou secteur institutionnel, selon sa fonction principale⁴ comme c'est défini par les conventions de la comptabilité nationale, effectue des dépenses et reçoit des ressources qui sont enregistrées selon une séquence de comptes articulés. Lorsque la matrice est restreinte à la sphère réelle de l'économie, il s'agit du compte de production, du compte d'exploitation, des comptes d'affectation et de distribution de revenu et le compte capital.

Les règles de comptabilisation dans la matrice stipulent qu'une dépense du compte en colonne constitue une recette pour le compte en ligne avec comme principe asseoir l'équilibre entre le total des ressources et le total des emplois pour chaque compte de la matrice.

I.1/ Les comptes de la Macro Matrice :

La Macro Matrice construite pour l'année 2010 comporte 15 comptes qui sont les facteurs de production capital et travail, le compte des activités économiques, le compte des produits, les comptes des agents institutionnels qui sont les entreprises, les ménages, l'Etat et le Reste du Monde (RDM), le compte d'épargne-investissement et enfin les comptes des taxes et impôts.

- Le compte capital :

Ce compte comptabilise en ressources le revenu versé par les activités au capital. Ce revenu d'exploitation correspond à l'EBE pour les sociétés et au revenu mixte pour les entreprises individuelles. Pour l'administration, l'EBE versé correspond à la consommation du capital fixe. Le service rendu par les administrations publiques est

² Voir « Social Accounting Matrices », Reinert, Kenneth et David W.Roland-Holst 1997, « Elaborer une Matrice de Comptabilité Sociale Pour l'Analyse d'Impacts des Chocs et Politiques Macroéconomiques », Ismaël FOFANA, 2007, « Matrice de comptabilité sociale pour la Tunisie MCS96 », Les Cahiers de l'IEQ, N°16, Mars 2002, ITCEQ.

³ « Les comptes de la Nation, Nouveau système- Base 1997, 2009-2013 », décembre 2014, INS

⁴ Pour le détail de la fonction principale des secteurs institutionnels voir page 13 dans le document « les Comptes de la Nations, 2009-2013 »

valorisé par son coût de production qui incorpore conventionnellement selon le système de 1993 l'usure du capital.

En emploi, ce compte verse ce revenu aux agents institutionnels qui sont les entreprises, le ménage et l'administration publique.

- **Le Compte travail :**

Les ressources de ce compte sont composées par la masse salariale liée au travail salarial⁵. En emploi, la masse salariale est redistribuée aux ménages.

- **Le compte des activités :**

Ce compte retrace en emplois les dépenses des activités marchandes et non marchandes. Celles-ci achètent au compte des produits leurs besoins en consommations intermédiaires, rémunèrent les facteurs de production capital et travail utilisés et payent les taxes liées à la production pour le compte de l'Etat. Les ressources de ces comptes proviennent de la vente de leurs productions aux comptes des produits.

- **Le compte des produits :**

Les emplois de ce compte sont composés par les produits (biens et services) locaux achetés aux activités domestiques ainsi que des importations de produits achetés au reste du monde. Ils payent à l'Etat des taxes sous forme de TVA, des droits de douane et autres taxes nettes de subventions sur les produits. Les ressources de ce compte proviennent de la vente de ces produits comme consommation intermédiaire aux activités, en tant que consommation finale aux ménages et à l'Etat, en tant que biens d'investissement au compte épargne-investissement et exportent vers le reste du monde.

- **Les entreprises :**

Les entreprises englobent les sociétés non financières et les sociétés financières. Les sociétés financières comportent les institutions de crédits, les sociétés d'assurance et le compte des auxiliaires financiers. Les ressources des entreprises proviennent du revenu du capital et des transferts reçus des différents agents institutionnels. Les dépenses sont composées par les transferts versés aux autres agents institutionnels et du paiement de l'impôt direct. Le solde entre les ressources

⁵ Dans la matrice désagrégée ce compte comptabilise en plus de la masse salariale la masse non salariale liée au travail non salarial. En effet, la production est le fruit de l'ensemble du travail salarial et non salarial.

et les dépenses détermine l'épargne des entreprises qui sert à financer l'investissement.

- **Les ménages :**

Ce secteur institutionnel englobe le compte des ménages purs et les entreprises individuelles. Le revenu salarial et les transferts reçus des autres institutions sont utilisés en emplois pour la consommation finale, le paiement de l'impôt direct et le solde détermine l'épargne brute qui sert à financer l'investissement.

- **L'Etat :**

L'Etat correspond dans la comptabilité nationale à l'administration publique qui englobe le compte de l'administration centrale, le compte des collectivités locales et le compte des organismes de sécurité sociale. L'Etat collecte les impôts et taxes qui forment son revenu en plus des transferts reçus des autres institutions. Ses dépenses sont composées par des transferts au profit des autres institutions et de l'épargne.

- **Le reste du Monde :**

Ce compte retrace les opérations entre les institutions résidentes et les institutions non résidentes. Les recettes de ce compte proviennent des importations et des transferts effectués par les unités résidentes. Alors que les dépenses correspondent aux exportations et les transferts que les institutions non résidentes versent aux institutions résidentes. Le solde de ces dépenses représente l'épargne du reste du monde qui correspond au solde des opérations courantes de l'économie vis-à-vis de l'extérieur.

- **Impôts et taxes :**

Ce compte peut être désagrégé en autant de comptes que le nombre de taxes prévu par la réglementation. Les taxes et les impôts payés par les agents institutionnels en ressource sont versés à l'Etat en emploi. Il s'agit des rendements de taxes et les taux de taxes qui en résultent sont des taux collectés.

Par ailleurs, selon le besoin et la problématique à traiter et selon les spécifications du modèle retenu, des équivalents tarifaires des barrières non tarifaires et des taux spécifiques sur les échanges peuvent être introduits pour expliquer l'écart entre le

prix à l'importation qui prévaut lorsqu'aucune entrave à l'échange ne s'applique⁶ et le prix d'acquisition sur le marché local.

- **Epargne et investissement :**

Ce compte comptabilise en emplois les achats des biens pour la formation brute de capital fixe auprès du compte des produits et la variation des stocks.

Les ressources de ce compte enregistrent les épargnes des différents agents institutionnels domestiques et le reste du monde.

Il est à signaler que la comptabilisation des transferts interinstitutionnels suppose la disponibilité des données pour chaque opération de répartition qui identifie l'agent qui verse et celui qui reçoit. Dans ce qui suit la méthode utilisée pour l'imputation des transferts interinstitutionnels est exposée.

I.2/ Les transferts entre les institutions :

La matrice de comptabilité sociale synthétise la formation du revenu pour chaque agent économique conformément aux règles de la comptabilisation reproduites dans les comptes des secteurs institutionnels et le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

La formation du revenu disponible brut pour chaque agent suit une séquence des comptes articulés entre eux par le solde qui assure l'équilibre. Dans la matrice, les opérations qui rendent compte de la formation du revenu outre que les salaires et le revenu d'exploitation, sont récapitulées par les transferts qui correspondent à certaines opérations du compte d'affectation des revenus primaires, le compte de distribution secondaire du revenu et le compte de redistribution du revenu en nature. La prise en compte de l'ensemble de ces transferts sert pour dégager le revenu disponible brut et dégager l'épargne brute par agent une fois les dépenses de consommation finale sont déduites.

L'ajustement de ce revenu disponible pour le transfert en capital, sachant que les dépenses d'investissement sont comptabilisées au niveau des emplois, permet de dégager la capacité ou le besoin de financement pour chaque agent institutionnel qui correspond au solde du compte capital.

⁶ Ce prix correspond généralement au prix de libre échange dans le cas où aucune barrière tarifaire et non tarifaire n'est appliquée. D'une manière générale, les barrières non tarifaires sont définies comme toute mesure ou réglementation commerciale qui sont susceptibles de restreindre le commerce extérieur et de modifier le prix.

La difficulté reste toutefois d'établir les flux croisés des transferts entre agents institutionnels pour certaines opérations qui ne sont pas identifiées directement dans le TCEI. Néanmoins, pour certaines opérations, le croisement des ressources et des emplois par agent institutionnel permet d'identifier les transferts interinstitutionnels pour les opérations suivantes :

- Contributions sociales;
- Prestations sociales en espèces;
- Transferts sociaux en nature;
- Actifs non produits.

Tableau 1: Construction de la Matrice des transferts en MD**Contributions sociales**

	SNF	SF	APU	Ménage	RDM	Total
Sociétés non financières(SNF)				200.3		200.3
Sociétés financières(SF)				154.3		154.3
Administration Publique(APU)				4 733.5		4 733.5
Ménage				103.3		103.3
Reste du Monde						
Total				5 191.4		5 191.4

Prestations sociales en espèces

	SNF	SF	APU	Ménage	RDM	Total
Sociétés non financières(SNF)						
Sociétés financières(SF)						
Administration Publique(APU)						
Ménage	200.3	154.3	3 666.0	103.3		4 123.9
Reste du Monde(RDM)						
Total	200.3	154.3	3 666.0	103.3		4 123.9

Transferts sociaux en nature

	SNF	SF	APU	Ménage	RDM	Total
Sociétés non financières(SNF)						
Sociétés financières(SF)						
Administration Publique(APU)						
Ménage			5891.2	121.9		6013.1
Reste du Monde(RDM)						
Total			5891.2	121.9		

Actifs non produits

	SNF	SF	APU	Ménage	RDM	Total
Sociétés non financières(SNF)						
Sociétés financières(SF)						
Administration Publique(APU)						
Ménage	107		38.5	-145.5		0
Reste du Monde(RDM)						
Total	107	0	38.5	-145.5		

Pour les croisements qui ne sont pas identifiés directement dans le TCEI et en absence d'informations, les transferts croisés sont établis en imposant les valeurs totales versées ou reçues par agent comme valeurs référentielles et ce pour les opérations suivantes :

- Revenus de la propriété (Intérêts + Dividendes + Propriété de la terre);
- Autres transferts courants;
- Transferts en capital.

Au total, si on transpose les différentes opérations en faisant la somme on obtient le croisement des transferts totaux reçus et versés entre les différents agents institutionnels. Les transferts intra-agent sont par la suite supprimés conformément aux spécifications du modèle et dans la mesure où ils n'altèrent pas les totaux des comptes.

Tableau 2 : Macro Matrice de l'économie tunisienne pour l'année 2010 en MD

	Capital	Travail	Activités	Produits	Entreprises	Administration publique	Ménage	Reste du Monde	Epargne / Investissement	Impôt direct	TVA non déductible	Impôts net de subvention sur la production	Impôts sur import	Autres impôts sur les produits	Subventions sur les produits	Total
Capital			33 264.9													33 264.9
Travail			24167.0													24 167.0
Activités				112450.4												112 450.4
Produits			54510			10477.8	39665.2	31210.3	16161.9							152 025.2
Entreprises	12 294.0					916.7	1 245.5	266.7								14 722.9
Administration publique	2 019.3				1 861.1		5601.0	505.8		5323.3	3750.6	508.5	717.1	2526.7	-1880	20 933.4
Ménage	18951.6	24167			3 289.4	5164.5		3267.7								54 840.1
Reste du Monde				34460.4	3 080.3	704.0	103.0									38 347.6
Epargne / Investissement					4567.2	3 640.2	4 942.2	3 012.3								16 161.9
Impôt direct					1925	30.2	3283.3	84.8								5 323.3
TVA non déductible				3750.6												3 750.6
Impôts net de subvention sur la production			508.5													508.5
Impôts sur import				717.1												717.1
Autres impôts sur les produits				2 526.7												2 526.7
Subventions sur les produits				-1 880.0												-1 880.0
Total	33 264.9	24 167.0	112 450.4	152 025.2	14 722.9	20 933.4	54 840.1	38 347.6	16 161.9	5 323.3	3 750.6	508.5	717.1	2 526.7	-1 880.0	

Source : INS, compilation ITCEQ.

Tableau 3 : Données sources des comptes de la Macro Matrice

Ressources	Emplois	Cellule/Agrégat	Source*	
Capital	Activités	Revenu d'exploitation/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Travail	Activités	Rémunération des salariés/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Produits	Activités	Consommation intermédiaire/Economie Totale	compte: I : Compte de production ou compte extérieur de biens & services	TCEI
Autres impôts net de subvention sur la production	Activités	Autres impôts net de subvention sur la production/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Total	Activités	Production	compte: I : Compte de production ou compte extérieur de biens & services	TCEI
Activités	Produits	Production/ Total	compte: I : Compte de production ou compte extérieur de biens & services	TCEI
Reste du Monde	Produits	Importations/ Total	compte: I : Compte de production ou compte extérieur de biens & services	TCEI
TVA non déductible	Produits	TVA non déductible/Total	Ressources/TVA non déductible	TRE
Impôts sur import	Produits	Impôts sur import	Ressources/Impôts sur import	TRE
Autres impôts sur les produits	Produits	Autres impôts sur les produits	Ressources/Autres impôts sur les produits	TRE
Subventions sur les produits	Produits	Subventions sur les produits	Ressources/Subventions sur les produits	TRE
Total	Produits	Ressource totale au prix d'acquisition	Ressources/Total	TRE
Ménage	Travail	Rémunération des salariés/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Total	Travail	Rémunération des salariés/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Entreprises (SNF+SF)	Capital	Revenu d'exploitation/SNF+SF	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Administration publique	Capital	Revenu d'exploitation/Administration publique	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Ménage	Capital	Revenu d'exploitation/Ménage	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Total	Capital	Revenu d'exploitation/Economie Totale	compte: II.1.1 : Compte d'exploitation	TCEI
Produits	Epargne /Investissement	FBCF+ variation de stock	Compte capital/Economie Totale	TCEI
Total	Epargne /Investissement	FBCF+ variation de stock	Compte capital/Economie Totale	TCEI
Epargne / Investissement	Entreprises (SNF+SF)	Epargne Brute/SNF+SF	Compte: II.4 : Compte d'utilisation du revenu	TCEI
Impôt direct	Entreprises (SNF+SF)	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine/SNF+SF	Compte: II.2: Compte de distribution secondaire du revenu	TCEI
Epargne / Investissement	Administration publique	Epargne Brute/Administration publique	Compte: II.4 : Compte d'utilisation du revenu	TCEI
Impôt direct	Administration publique	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine/Administration publique	Compte: II.2: Compte de distribution secondaire du revenu	TCEI
Epargne / Investissement	Ménage	Epargne Brute/Ménage	Compte: II.4 : Compte d'utilisation du revenu	TCEI
Impôt direct	Ménage	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine/Ménage	Compte: II.2: Compte de distribution secondaire du revenu	TCEI
Epargne / Investissement	Reste du Monde	Solde des opérations courantes avec l'Extérieur/Reste du Monde	Compte: II.4 : Compte d'utilisation du revenu	TCEI
Impôt direct	Reste du Monde	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine/Reste du Monde	Compte: II.2: Compte de distribution secondaire du revenu	TCEI

* : TCEI : Tableau des Comptes économiques Intégrés.

TRE : Tableau des Ressources- Emplois.

Une fois la matrice est construite au niveau agrégé, on procède à la désagrégation des différents comptes de la matrice. Généralement le détail des comptes de la matrice dépend de l'objectif de l'étude et des spécifications du modèle quant au détail institutionnel, des activités et des produits, des taxes, des facteurs de production et des régions partenaires. La démarche de désagrégation consiste à retenir le niveau agrégé de chaque cellule au niveau de la Macro Matrice comme variable de contrôle et de concilier les données désagrégées par rapport à ces valeurs. Cette procédure nous évite de faire recours aux techniques d'équilibrage et dans le même temps de conserver les valeurs observées des agrégats comptables.

II. Désagrégation des comptes de la Macro Matrice : La Matrice désagrégée de 2010

L'objectif de la désagrégation de la Macro Matrice est de mettre en lumière les secteurs des services avec les interrelations conséquentes au niveau du détail des taxes, des échanges et de l'emploi. La matrice désagrégée comporte 117 comptes avec une désagrégation assez fine pour les activités et les produits de services.

II.1/ Le compte des Activités et des Produits :

La désagrégation des activités et des produits est effectuée sur la base du TRE de l'année 2010 au niveau de 97 activités et 400 produits⁷. Avoir la cohérence des données comptables avec les données de l'emploi en effectifs occupés a exigé de retenir un détail des activités moins important que celui prévu par le TRE de base. Le détail sectoriel et celui des produits retenus sont focalisés sur les services. Ainsi, pour les 51 produits et les 48 activités qui sont retenus, 24 produits et 21 activités⁸ relèvent des services marchands. Il est à préciser, à cet égard, que les activités de la santé et de l'éducation comportent aussi bien les activités publiques que privées.

Par ailleurs, la disponibilité de la matrice de production au niveau désagrégé nous a permis de retenir l'hypothèse qu'une activité peut produire plusieurs produits. Pour cette raison, deux comptes sont utilisés pour séparer le compte des activités de celui des produits et ce dans la mesure où un produit peut provenir de plusieurs activités.

⁷ Le TRE avec 97 activités et 400 produits est élaboré au sein de la direction centrale de la comptabilité nationale à l'INS.

⁸ Voir le détail dans l'annexe

Les consommations intermédiaires et la production de chaque activité proviennent du TRE. Par contre le détail du compte d'exploitation disponible qui renseigne sur le partage de la valeur ajoutée entre les salaires, l'excédent brut d'exploitation, les taxes et les subventions liées à la production couvrent seulement les sociétés non financières et les entreprises individuelles. Il a été question à cet égard, de collecter l'information au niveau de détail requis pour les services financiers et les services non marchands et de corriger l'information pour le secteur de la santé et de l'éducation pour inclure la santé publique et l'éducation publique. Pour ce travail, les tableaux des comptes intégrés des sociétés financières et de l'administration publique sont utilisés pour reconstituer le compte d'exploitation pour l'ensemble de l'économie au niveau de détail des 97 activités.

II.2/ Revenu des Facteurs de production :

- Le revenu du capital

Le revenu du capital correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE) pour les sociétés et au revenu mixte pour les entreprises individuelles. L'EBE calculé au niveau sectoriel est surévalué par la valeur des services d'intermédiation financière indirectement mesuré⁹ (SIFIM) qui devrait être imputée au niveau des consommations intermédiaires par activité. Dans les comptes nationaux, la correction pour le SIFIM est établie au niveau de l'ensemble de l'économie en déduisant la valeur du SIFIM de la valeur des consommations intermédiaires totales et de L'EBE total.

Pour déduire ce SIFIM par activité, celui-ci est réparti selon la part de la consommation intermédiaire de chaque activité en services financiers dans la consommation intermédiaire totale. Cette valeur est déduite par la suite de l'excédent brut d'exploitation de chaque activité.

Il est à préciser que l'EBE est, également, corrigé de la rémunération non salariale pour retenir seulement le revenu du capital. Une estimation de la masse non salariale imputée au travail non salarial est estimée comme c'est indiqué ci-dessous.

⁹ Le SIFIM correspond à la production des institutions financières liées à l'intermédiation financière outre que les frais de commissions facturés. Il correspond à la marge des institutions financières et est calculé comme la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés.

- Le revenu du travail

Le revenu du travail est composé par le revenu du travail salarial et non salarial. La MCS désagrégée comptabilise trois catégories de travail ventilées selon le niveau d'instruction : le travail ayant le niveau primaire et moins, le travail ayant le niveau secondaire et le travail ayant le niveau supérieur. Ce détail est établi en deux étapes.

Selon le détail initial disponible à partir du compte d'exploitation et d'une façon similaire au travail qui a été fait pour le calcul de l'EBE, le salaire est calculé au niveau de près de 97 activités pour toute catégorie de travail confondue. L'information sur les effectifs des occupés salariés et non salariés qui provient de l'enquête emploi au niveau de détail de 50 activités et par niveau d'instruction nous a permis de calculer le salaire moyen sectoriel.

En absence d'informations pour le détail salarial requis en termes de qualification, les salaires par niveau d'instruction sont établis sur la base du rapport qui reflète l'écart des salaires mensuels entre les catégories de travail par niveau d'instruction. Ce rapport est issu de l'enquête sur la structure des salaires en Tunisie.

Selon cette enquête, la rémunération moyenne mensuelle des salariés ayant le niveau supérieur et ceux qui disposent du niveau secondaire représentent respectivement 2.5 fois et 1.15 fois celui des salariés qui ne disposent pas de niveau d'instruction. Sur la base de la rémunération moyenne, l'écart salarial qui sépare les différentes catégories de travail par rapport à la catégorie Néant est calculé selon le rapport établi par l'enquête. Ce rapport est transposé, par la suite, à la rémunération salariale sectorielle moyenne annuelle pour le travail salarié et non salarié au niveau de détail de 50 activités¹⁰.

¹⁰ Ce travail pourrait être amélioré si l'on dispose des informations sur les salaires par niveau d'instruction et ce au niveau sectoriel. Par ailleurs, les résultats de ce travail au niveau 20 de la nomenclature des activités sont affichés dans l'annexe. Par ailleurs, il y a lieu de noter une rémunération moyenne assez élevée pour l'activité « Extraction de pétrole et gaz naturel » liée à une rémunération salariale relativement élevée et un effectif de travailleurs occupés réduit.

Tableau 4 : Rémunération mensuelle Moyenne par niveau d'instruction

	Salaire net moyen de base	Rémunération Moyenne	Salaire net moyen de base rapporté à celui de la catégorie de travail avec niveau d'instruction Néant	Rémunération Moyenne rapportée à celle de la catégorie de travail avec niveau d'instruction Néant
	en dinars			
Néant	367.8	427.2	1	1
Primaire	356.3	403.7	0.97	0.94
Secondaire	426	491.2	1.16	1.15
Supérieur	909	1065.6	2.47	2.49

Source : Enquête sur la structure des salaires, Tunisie 2011, octobre 2012, CRES et BIT.

II.3/ Les marges commerciales, les marges de transport et la correction de valorisation CAF/FAB

Selon le système comptable des nations unies de 1993, le prix utilisé pour les biens importés et exportés correspond au prix franco à bord (FAB) c'est-à-dire le prix payé par l'acheteur à la frontière du pays exportateur. Les frais de transport et d'assurance réalisés par un résident pour l'exportation et par un non résident pour les importations devraient être comptabilisés comme une exportation ou importation de service¹¹.

Dans le TRE, tandis que les exportations sont comptabilisées aux prix FAB, les importations par produit sont reportées à leur valeur à la frontière nationale qui comptabilise leurs coûts y compris fret et assurance (CAF). La correction pour la valorisation CAF/FAB des importations est établie dans le TRE non pas au niveau produit mais plutôt au niveau global. Pour déduire le coût du fret et assurance au niveau produit, certaines hypothèses sont retenues.

En effet, les marges de transport englobent le coût de transport sur importation et le coût de transport sur la production locale lorsque celle-ci facture séparément le coût de transport. Dans le TRE que nous disposons pour l'année 2010, trois modes de transport sont utilisés pour distinguer les marges de transport facturées sur importation par rapport à celles qui sont facturées sur production locale. Sachant que le transport des marchandises se fait selon trois modalités : le transport routier des marchandises, le transport maritime et côtiers de marchandises et le transport aérien régulier de marchandises. Selon les données du TRE, les importations de

¹¹ Consulter le guide méthodologique pour l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT, série Méthodes n°4, mars 2001.

marchandises sont couvertes intégralement par le transport maritime et aérien alors que la production locale est intégralement couverte par le transport routier.

Tableau 5 : Les marges de Transport par mode en MD

	Production	Import	Marges de Transport
Transport routier de marchandises	1 662.48	0.00	-1 008.93
Transport maritime et côtier de marchandises	445.92	1 259.92	-1 259.92
Transport aérien régulier de marchandises	212.50	314.98	-314.98
Services des postes et de courrier	216.95	0.00	0.43
Service d'assurance	349.47	225.46	-23.81

Source : INS.

A cet effet, la valeur des marges de transport en services de transport maritime et côtiers de marchandises et de transport aérien régulier de marchandises correspondent à la valeur d'importations en ces services.

La correction CAF/FAB = *marge de transport maritime et côtiers de marchandises*
+ *marge de transport aérien régulier de marchandises*
+ *services d'assurances*

Pour ventiler les marges de transport sur importation par produit et par pays d'origine on calcule le taux de marge moyen par unité importée qui est appliquée par la suite par rapport à la valeur d'importation par produit et par pays d'origine. Le résidu est imputé à la production locale qui facture séparément le service de transport.

II.4/ Le commerce extérieur et partenaires commerciaux :

Les données du commerce extérieur comptabilisées dans le TRE sont ajustées au préalable pour l'activité hôtellerie et la restauration. En effet, pour les activités des services d'hôtellerie et de restauration, les données relatives aux exportations et aux importations sont ventilées compte tenu de la rubrique correction territoriale qui comptabilise les dépenses des non résidents à l'intérieur du pays comme exportation et les dépenses des résidents à l'extérieur du pays en tant qu'importation. La valeur des exportations nettes des importations est déduite de la consommation finale effective des ménages au niveau des services hôtellerie et de restauration.

Une fois les valeurs de la correction territoriale sont introduites, le compte du Reste du monde est réparti en trois partenaires commerciaux qui sont l'Union européenne des 28, les Etats Unis et les autres pays du reste du Monde. Les données sources pour cette répartition sont différentes selon qu'il s'agit des biens ou des services.

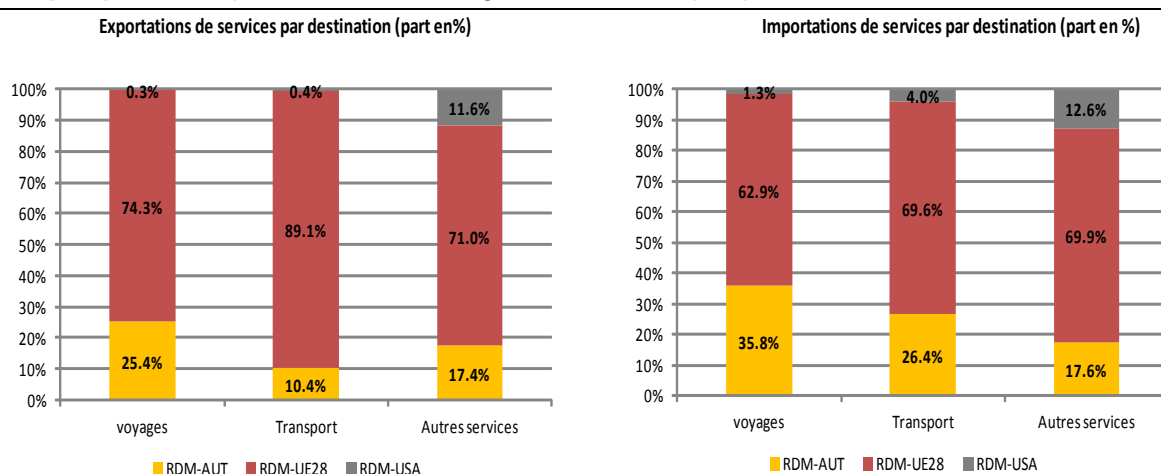
- Répartition des données du commerce sur les biens

La ventilation des importations et des exportations par partenaire commercial est établie sur la base des données de commerce extérieur qui proviennent de la douane. Les statistiques du commerce selon cette base sont enregistrées par pays d'origine et par pays de destination au niveau NSH de la nomenclature des produits. Les importations et les exportations sont agrégées par la suite par partenaire et par produit conformément à la classification tunisienne de produits (CTP) utilisée dans le TRE, et ce selon une table de passage qui fait la correspondance entre la nomenclature NSH au niveau de 11 positions et la CTP au niveau de 6 positions.

- Répartition des données du commerce sur les services

La répartition des échanges des services émanent des données de la balance des paiements par pays. Le problème qui s'est posé, par ailleurs, est l'absence d'information sur les échanges de services par pays d'origine et par destination au niveau du détail requis des services comme c'est prévu dans le TRE. La démarche poursuivie est de transposer la répartition au niveau disponible de détail dans la balance de paiement au niveau de désagrégation des services fixée dans la matrice¹².

Graphique 1 : Répartition des échanges de services par partenaire en %



Source : Balance des paiements de 2012, Banque centrale.

¹² Voir annexe pour le détail disponible dans la Balance des paiements

II.5/ Les taxes

Dans le TRE, la production est évaluée en comptabilisant les taxes liées à la production. Pour passer aux prix d'acquisition, cette production est majorée par les taxes sur les produits nets de subventions, par les marges commerciales et les marges de transport lorsque le producteur facture séparément le coût de transport à l'acquéreur.

Selon les règles de comptabilisation de 1993, le TRE comptabilise séparément la TVA non déductible ou à payer qui mesure l'écart entre la TVA exigible et la TVA déductible, les droits sur imports, les autres impôts et les subventions sur les produits. A l'exception des impôts sur import, cette approche de comptabilisation ne distingue pas l'origine du rendement des taxes sur le produit selon qu'elle soit locale ou importée.

Pour la répartition des rendements de taxes par origine, deux sources d'informations sont utilisées : les taux théoriques de taxes qui ressortent de la loi de finance et les taux effectifs issus de la douane¹³. À cet égard, le fichier de la douane permet de répartir les rendements des différents types de taxes sur importations par pays d'origine. Ces taxes qui s'appliquent sur importation sont les suivantes :

- Les droits de douane ;
- Les droits de consommation sur import ;
- TVA régime import ;
- Autres droits et taxes (ADT) ;
- Redevance sur produits importés.

Dans le TRE, les droits sur import couvrent les droits de douane et les redevances sur produits importés.

Compte tenu des différents ajustements effectués, le produit de ce travail est une matrice carrée avec 117x117 comptes dont une version plus agrégée est jointe à ce document. Cette matrice permet de rendre compte de certaines caractéristiques de l'économie tunisienne.

¹³ Les deux sources d'informations sont gérées respectivement par Mme Moufida Sahli et Mr Elyes Gazdallah. L'extraction des données de commerce et des rendements des taxes sur imports par partenaire a été réalisée par Mr Elyes Gazdallah.

III. L'économie tunisienne selon la matrice de comptabilité sociale de 2010

Certaines spécificités de l'économie tunisienne peuvent être dégagées à partir de la matrice de comptabilité sociale de 2010. L'analyse est focalisée sur les services à travers l'examen de la structure du coût, de la structure des échanges et le poids sectoriel dans l'économie et dans l'emploi.

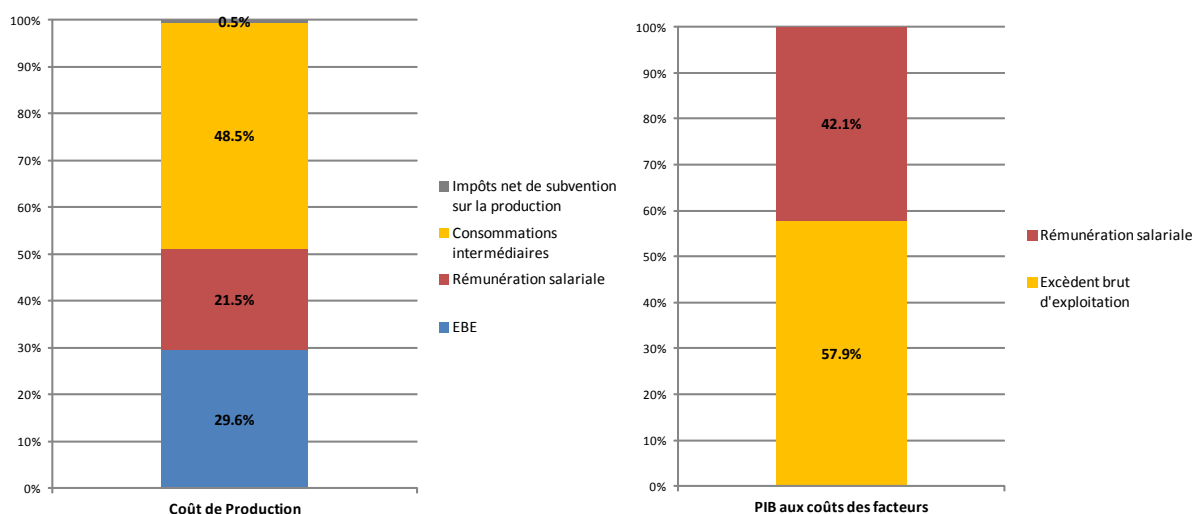
III.1/ La structure du coût :

La décomposition du PIB aux coûts des facteurs entre capital et travail montre que près de 58% du revenu généré dans l'économie qui s'élève en 2010 à 57940.4 MD est distribué au capital y compris le revenu mixte des entrepreneurs individuels et 42% est distribué au travail salarié.

La structure du coût de production au niveau de l'ensemble de l'économie qui correspond à la valeur de production évaluée à 112450.4MD, est liée pour 48.5% aux dépenses de consommations intermédiaires (d'origine locales et importées), pour 21.5% à la rémunération du travail, pour 29.6% au revenu du capital et pour 0.5% aux impôts nets de subvention. La valeur ajoutée créée dans l'économie représente 51.1% la valeur de la production.

L'analyse de la structure des coûts par activité montre une certaine divergence des poids relatifs des composantes de coûts.

Graphique 2 : Coût de production et Répartition du PIB aux coûts des facteurs en 2010



Source : Macro Matrice de 2010.

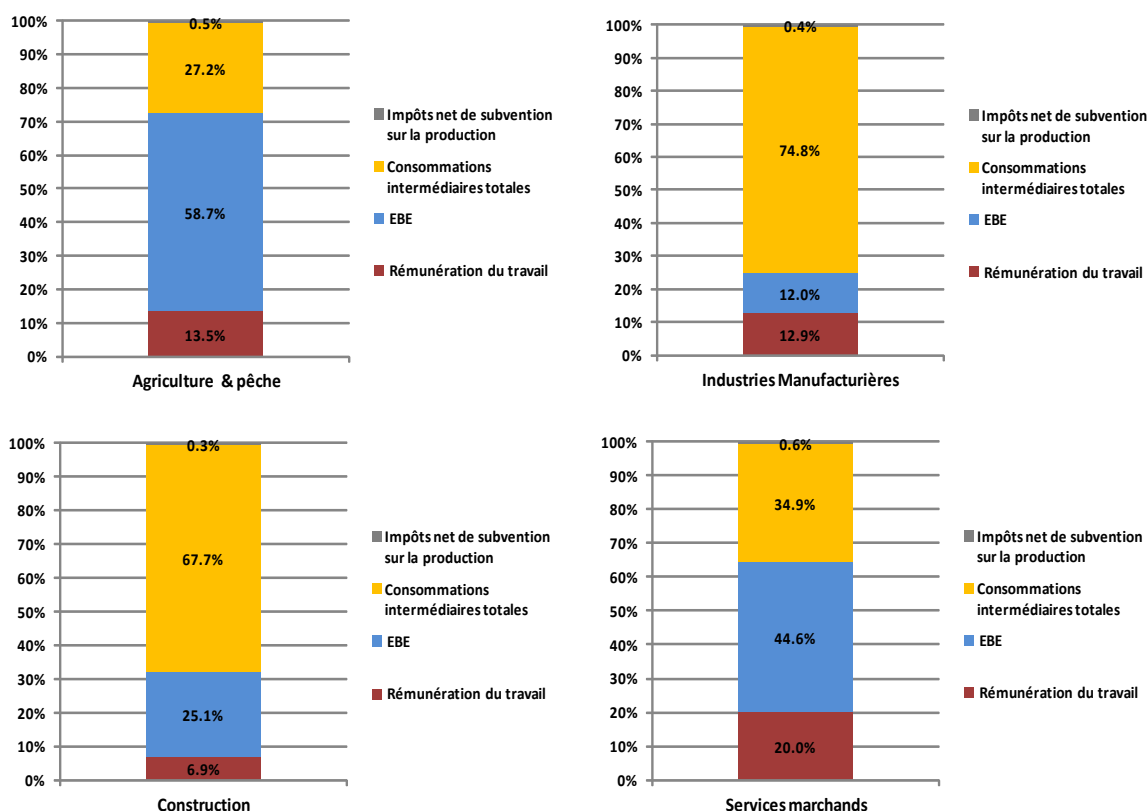
Pour l'agriculture et pêche, la structure des coûts est dominée par le revenu du capital avec 58.7% pour l'EBE. En revanche, les poids respectifs des consommations intermédiaires et de la masse salariale et non salariale sont réduits comparés à la moyenne nationale avec 27.2% pour les consommations intermédiaires, 13.5% pour le travail et 0.5% pour l'impôt indirect net de subvention liée à la production. Cette importance relative du poids de l'EBE pour l'agriculture s'explique par la rente terrienne qui entre dans le processus de production en tant que facteur de production mais qui ne figure pas dans la répartition du revenu.

Comparée à l'ensemble de l'économie, la structure des coûts des activités de construction et des industries manufacturières est fortement dominée par les dépenses de consommation intermédiaire ce qui se traduit par la faiblesse de la valeur ajoutée dégagée par ces activités. Ainsi, pour les activités des industries manufacturières, le coût des facteurs primaires de production capital et travail représentent respectivement 12% et 12.9%.

Avec 6.9% du coût de production total, le poids de la masse salariale et non salariale est plutôt faible pour la construction bien qu'elle soit une activité intensive en travail ce qui pourrait dénoter un taux de salaire faible compte tenu des qualifications utilisées.

Pour les activités des services marchands, le tiers du coût de production est lié aux coûts des consommations intermédiaires, le cinquième constitue la rémunération du travail et 44.6% revient au capital. L'impôt net de subvention lié à la production représente 0.6% des coûts directs de production.

Graphique 3 : Décomposition du Cout par groupement d'activité

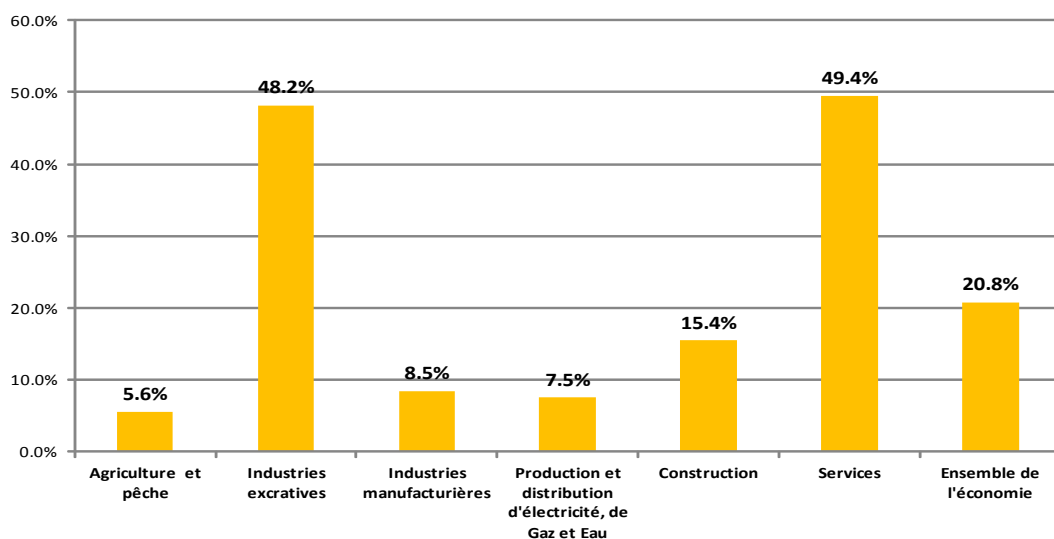


Pour évaluer l'importance de l'intégration intersectorielle particulièrement vis-à-vis des activités des services, une analyse du poids des services dans la consommation intermédiaire des différentes activités est présentée dans ce qui suit.

III.2/ Poids des services dans la consommation intermédiaire

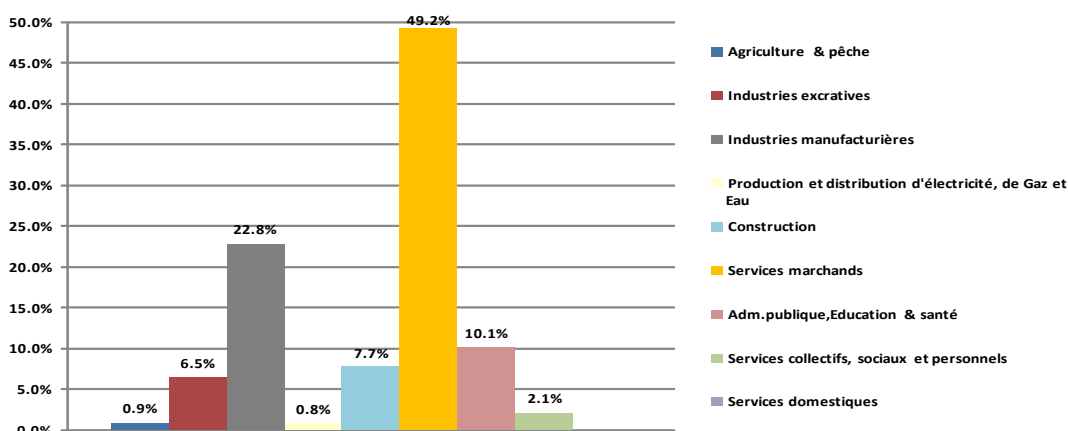
La demande intermédiaire des services marchands représente 20.8% des consommations intermédiaires totales utilisées dans l'ensemble de l'économie. L'analyse de l'utilisation intermédiaire des services par activité montre une part prépondérante des secteurs des services, les industries extractives suivent avec des parts respectives de 49.4% et 48.2% de leurs consommations intermédiaires totales. L'agriculture et pêche et les industries manufacturières utilisent, seulement, 5.6% et 8.5% des produits des services en tant qu'intrant dans leur production.

Graphique 4 : Services marchands en % des consommations intermédiaires totales par activité



La décomposition de l'utilisation intermédiaire totale des services marchands selon l'origine de la demande montre que la moitié de la demande adressée pour ces services émane des services marchands eux-mêmes avec 49.2%. La demande adressée par les industries manufacturières représente 22.8% de l'utilisation intermédiaire totale des services marchands et seulement près de 1% provient des activités de l'agriculture et pêche. Ceci suggère que l'activité de l'agriculture et pêche satisfait ses besoins en services par sa propre production.

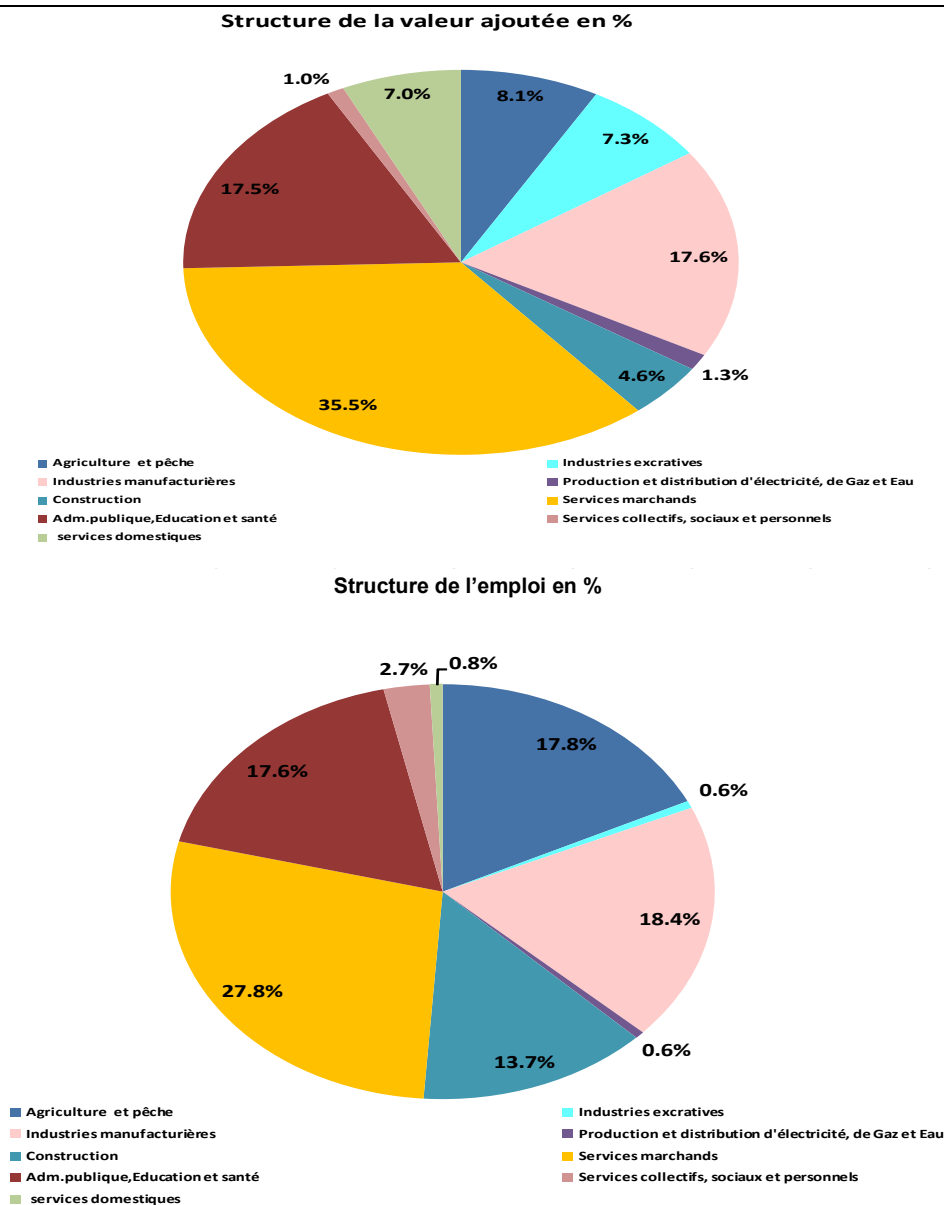
Graphique 5: structure de la demande intermédiaire des services marchands par activité



III.3/ Part sectorielle dans la valeur ajoutée et dans l'emploi

Sans compter l'administration publique, la santé et l'éducation, les services marchands représentent en 2010, 35.5% de la valeur ajoutée créée dans l'économie et 27.7% de l'emploi salarié et non salarié avec 909.3 mille emplois par rapport à une population occupée de 3274.8 mille postes d'emplois dans l'économie. L'inclusion des services de l'administration, de la santé et de l'éducation avec 17.5% du PIB et 17.6% de l'emploi total porte la part des services dans le PIB de 2010 et dans l'emploi respectivement à 53.1% et 45.4%.

Graphique 6 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi en %



En termes de qualification de travail utilisé, pour l'ensemble de l'économie, 16.2% de la population occupée en 2010 possède le niveau supérieur. Les services marchands utilisent cette qualification par rapport aux deux autres dans la même proportion que la moyenne nationale avec 16.1% contre seulement 9.5% pour les industries manufacturières.

Tableau 6 : Structure de l'emploi par activité et par niveau d'instruction

	Primaire et moins	Secondaires	Supérieurs	Total	Primaire et moins	Secondaires	Supérieurs	Total	Primaire et moins	Secondaires	Supérieurs	Total
	en 1000				en %				en %			
Agriculture et pêche	464.02	111.27	8.57	583.86	30.4	9.1	1.6	17.8	79.5	19.1	1.5	100.0
Industries extractives	6.30	6.76	5.40	18.46	0.4	0.6	1.0	0.6	34.1	36.6	29.3	100.0
Industries manufacturières	262.17	284.33	57.33	603.83	17.2	23.3	10.8	18.4	43.4	47.1	9.5	100.0
Production et distribution d'électricité, de Gaz et Eau	3.61	8.88	5.72	18.21	0.2	0.7	1.1	0.6	19.8	48.8	31.4	100.0
Construction	301.06	136.21	12.75	450.02	19.7	11.2	2.4	13.7	66.9	30.3	2.8	100.0
Services marchands	361.79	401.37	146.15	909.31	23.7	32.9	27.6	27.8	39.8	44.1	16.1	100.0
Adm. publique, Education et santé	75.15	223.84	277.16	576.15	4.9	18.4	52.4	17.6	13.0	38.9	48.1	100.0
Services collectifs, sociaux et personnels	32.64	41.51	15.70	89.84	2.1	3.4	3.0	2.7	36.3	46.2	17.5	100.0
services domestiques	20.70	4.17	0.27	25.14	1.4	0.3	0.1	0.8	82.3	16.6	1.1	100.0
Ensemble de l'économie	1527.44	1218.33	529.04	3274.81	100.0	100.0	100.0	100.0	46.6	37.2	16.2	100.0

Source : INS, calcul ITCEQ.

La part des occupés ayant le niveau primaire et moins constitue près de la moitié de la population occupée totale. La grande proportion de cette qualification est absorbée par l'agriculture avec 30.4%, les services marchands avec 23.7% et la construction avec 17.2%.

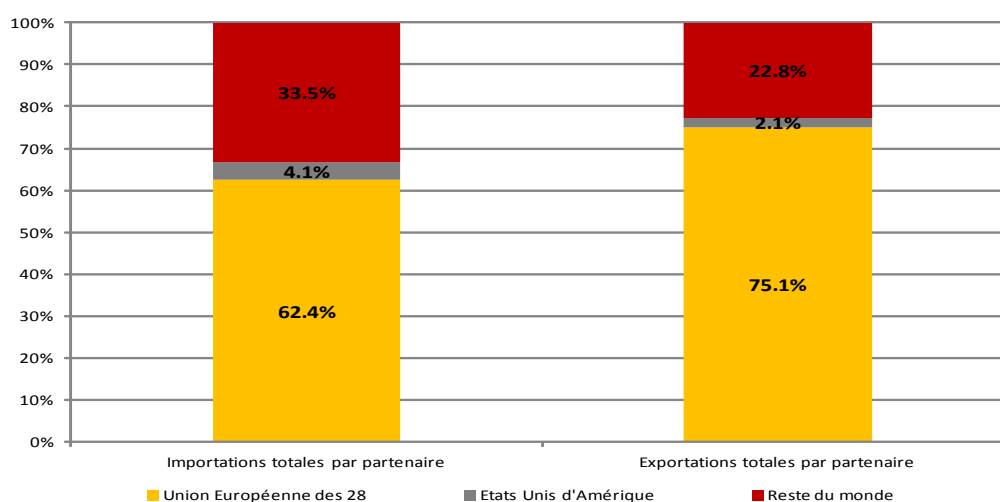
La moitié des occupés ayant le niveau supérieur se trouvent dans l'administration, la santé et l'éducation, 27.6% dans les services marchands et 10.8% sont demandés par les industries manufacturières. Le secteur de l'agriculture et pêche utilise seulement 1.9% du travail ayant le niveau supérieur.

La répartition du travail occupé selon le niveau d'instruction montre une économie dominée par l'emploi de basse qualification et explique le niveau élevé du chômage pour la catégorie du supérieur. L'absorption des sortants de l'enseignement supérieur sur le marché de travail dépendrait de la dynamique du tissu productif et sa capacité à se transformer pour se positionner sur des créneaux demandeurs de qualification plus élevée.

III.4/ Structure des échanges par partenaire

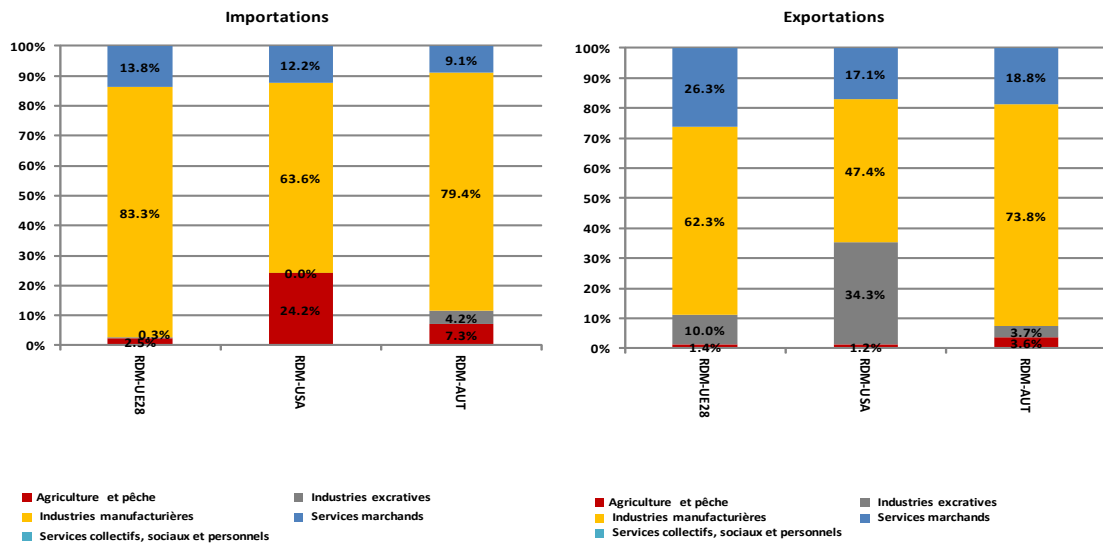
L'analyse des échanges des biens et des services de la Tunisie par origine et par destination selon le partenaire montre le poids de l'Union européenne des 28 dans les échanges. Elle constitue en 2010 l'origine de 62.4% des importations de biens et des services et la destination de 75.1% des exportations. Le reste du Monde représente près du tiers de nos importations des biens et des services et plus du cinquième de nos exportations.

Graphique 8 : Répartition des échanges par partenaire en %



La répartition des importations et des exportations fait apparaître une dominance des biens industriels par origine et par destination quelque soit le partenaire. Ainsi, les échanges des biens et des services sont dominés par les biens industriels aussi bien au niveau des importations que des exportations avec respectivement 81.2% pour les importations et 64.6% pour les exportations. Les biens agricoles représentent 5% au niveau des importations et 1.9% au niveau des exportations.

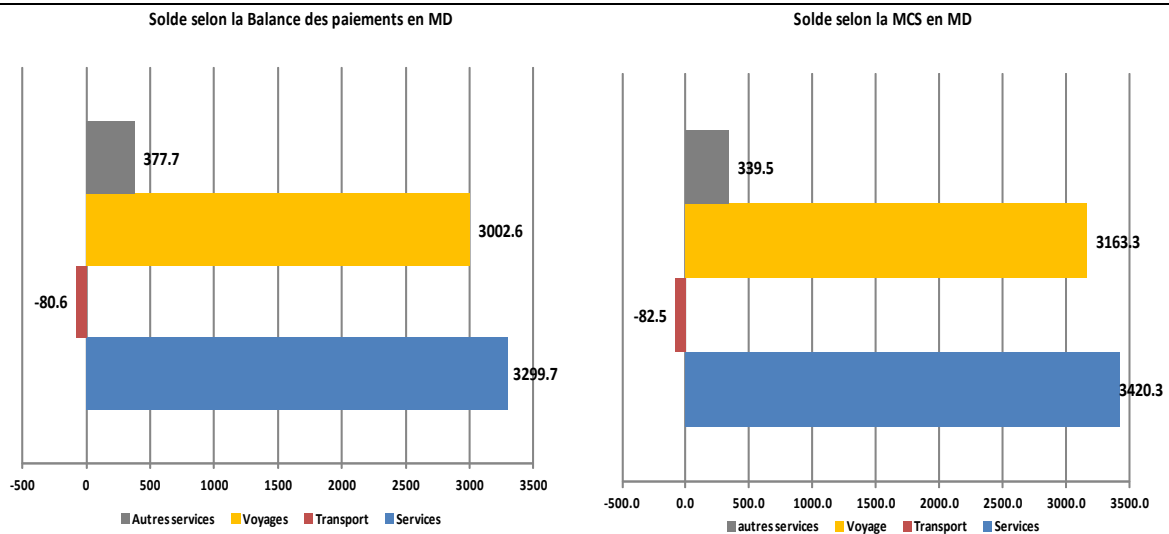
Graphique 9 : Répartition des échanges par partenaire et par type de produit



Les échanges de services sont moins importants avec des parts respectives des importations et des exportations de 12.2% et 24.4%, ce qui explique un solde commercial excédentaire au niveau des échanges de services.

L'analyse des soldes de la balance des services par type de services échangé et en faisant la comparaison entre les données qui ressortent de la matrice par rapport à celles qui ressortent de la balance des paiements, la Tunisie dispose d'un solde excédentaire vis-à-vis de l'UE des 28 et des Etats Unis et dégage, en revanche, un solde négatif vis-à-vis du reste du monde.

Graphique 10 : Solde de la balance des services selon la MCS2010 et la BOP



III.5/ Structure des taxes

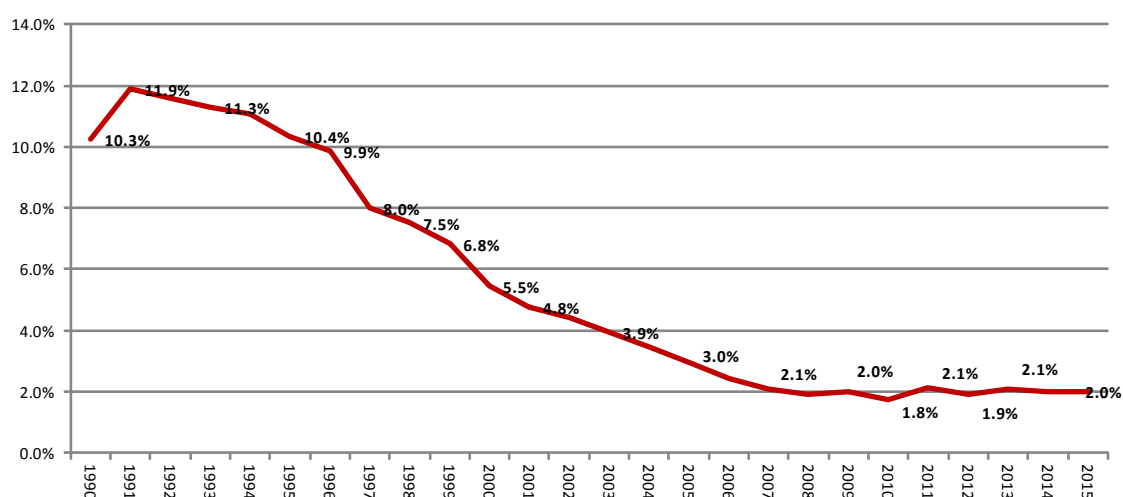
Selon l'analyse de la structure des recettes fiscales pour l'Etat liée à l'imposition indirecte, la TVA est la principale source de revenu fiscal pour l'Etat suivie par les autres impôts sur les produits. En 2010, la TVA et les autres impôts indirects ont représenté respectivement près de 50% et 34% des recettes publiques fiscale nettes de subventions.

Tableau 7 : structure des recettes fiscales indirectes nettes de subvention sur la production

	en MD	en %
TVA non déductible	3750.6	50%
Impôts net de subvention sur la production	508.5	7%
Impôts sur import	717.1	10%
Autres impôts sur les produits	2526.7	34%
Total	7502.9	100%

En revanche, les recettes issues des droits de douane et des redevances fiscales sur import ne comptent que pour 10%. Selon la MCS de 2010, le taux effectif de droits de douane et redevance sur import au niveau de l'ensemble de l'économie en 2010 est de 1.8% seulement.

Graphique 11 : Evolution du taux de droit de douane effectif



Source : Ministère des finances.

Près du tiers de ce rendement douanier provient de l'imposition des importations originaires de l'Union européenne contre plus des 2/3 payées par les importations originaires du reste du Monde. Ceci s'explique par la suppression des droits et taxes à effet équivalent sur les biens industriels conclue dans le cadre de la création de la zone de libre échange entre la Tunisie et l'Union européenne dont la mise en œuvre s'est achevée en 2008.

Tableau 8 : Taux effectifs des droits sur import

	Taux effectif de droits sur import	contribution par partenaire en
Union Européenne des 28	1.0	28.9
Etats Unis d'Amérique	1.7	3.3
Reste du monde	4.2	67.8
Total	2.1	100.0

Source : MCS2010.

L'imposition fiscale à la frontière semble de moins en moins importante par rapport aux autres types de taxes, notamment avec la révision des taux statutaires des droits de douane conformément à la loi des finances de 2016 et l'harmonisation des taux pour compter seulement deux taux : le taux de 0% pour les matières premières, les produits semi finis et les équipements, le taux de 20% pour les biens consommables à l'exception des produits agricoles. La protection des produits locaux par rapport à leurs similaires importés passe de moins en moins par des mesures de contrôle tarifaires.

Annexe 1 : Liste des produits et des activités

Liste des produits

P-01	Produits de l'agriculture, chasse et des services annexes
P-02	Produits de la sylviculture, exploitation forestière, services annexes
P-05	Produits de la pêche, pisciculture et aquaculture
P-11	Produits d'extraction d'hydrocarbures; activités des services annexes
P-13	Produits d'extraction de minerais métalliques
P-14	Produits des autres industries extractives
P-15	Produits des industries agricoles et alimentaires
P-16	Produits de l'industrie du tabac
P-17	Produits de l'industrie textile
P-18	Produits de l'industrie de l'habillement et des fourrures
P-19	Produits de l'industrie du cuir et de la chaussure
P-20	Produits du bois et de fabrication d'articles en bois
P-21	Produits de l'industrie du papier et du carton
P-22	Produits d'édition, d'imprimerie et de reproduction
P-23	Produits de cokéfaction, de raffinage et des industries nucléaires
P-24	Produits de l'industrie chimique
P-25	Produits de l'industrie du caoutchouc et des plastiques
P-26	Produits de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
P-27	Produits de la métallurgie
P-28	Produits du travail des métaux
P-29	Produits de la fabrication de machines et équipements
P-30t36	Equipements électriques et électroniques
P-40	Produits d'électricité, de gaz et de chaleur
P-41	Produits de captage, traitement et distribution d'eau
P-45	Produits de construction
P-50	Produits de commerce et réparation automobile
P-51	Produits de commerce de gros et intermédiaires du commerce
P-52	Produits de commerce de détail et réparation d'articles domestiques
P-55	Produits des services d'hôtels et restaurants
P-60	Produits des transports terrestres
P-61	Produits des transports maritimes
P-62	Produits des transports aériens
P-63	Produits des services auxiliaires des transports
P-6410	Services de postes et de courriers
P-6423	services de téléphones
P-6424	Autres services de télécommunications
P-65	Produits d'intermédiation financière
P-66	Produits d'assurance
P-67	Produits d'auxiliaires financiers et d'assurance
P-70	Produits d'activités immobilières
P-71	Produits de location sans opérateur
P-72	Produits d'activités informatiques
P-74	Produits de services fournis principalement aux entreprises
P-75	Produits de l'administration publique
P-80	Produits d'éducation
P-85	Produits de la santé et d'action sociale
P-90	Produits d'assainissement, de voirie et de gestion des déchets
P-91	Produits des services fournis par les organisations associatives
P-92	Produits des services récréatifs, culturels et sportifs
P-93	Produits des services de blanchisserie et teinturerie
P-95	Produits des services domestiques

Liste des activités

A-01	Agriculture, chasse et services annexes
A-02	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes
A-05	Pêche, pisciculture et aquaculture
A-11	Extraction d'hydrocarbures; activités des services annexes
A-13	Extraction de minerais métalliques
A-14	Autres industries extractives
A-15	Industries agricoles et alimentaires
A-16	Industrie du tabac
A-17	Industrie textile
A-18	Industrie de l'habillement et des fourrures
A-19	Industrie du cuir et de la chaussure
A-20	Bois et de fabrication d'articles en bois
A-21	Industrie du papier et du carton
A-22	Edition, d'imprimerie et de reproduction
A-23	Cokéfaction, de raffinage et des industries nucléaires
A-24	Industrie chimique
A-25	Industrie du caoutchouc et des plastiques
A-26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
A-27	Métallurgie
A-28	Travail des métaux
A-29	Fabrication de machines et équipements
A-31t36	Fabrication des équipements électriques et électroniques
A-40	Electricité, de gaz et de chaleur
A-41	Captage, traitement et distribution d'eau
A-45	Construction
A-50	Entretien et réparation de véhicules automobiles
A-51	Commerce de gros et intermédiaires du commerce
A-52	Commerce de détail et réparation d'articles domestiques
A-55	Services d'hôtels et restaurants
A-60	Transports terrestres
A-61	Transports maritimes
A-62	Transports aériens
A-63	Services auxiliaires des transports
A-641	Activités de poste et de courrier
A-642	Télécommunications
A-65	Intermédiation financière
A-66+A-67	Assurance & auxiliaires financiers
A-70	Activités immobilières
A-71	Location sans opérateur
A-72	Activités informatiques
A-74	Services fournis principalement aux entreprises
A-75	Administration publique
A-80	Education
A-85	Santé et action sociale
A-90+A-91	Assainissement & services fournis par les organisations associatives
A-92	Services récréatifs, culturels et sportifs
A-93	Services de blanchisserie et teinturerie
A-95	Services domestiques

Annexe 2

Tableau 1 : Echanges de services pour l'année 2010 en MD

	Monde		Union européenne des 28		USA		Reste Du Monde	
	Recettes Exportations	Dépenses Importations	Recettes Exportations	Dépenses Importations	Recettes Exportations	Dépenses Importations	Recettes Exportations	Dépenses Importations
Services	8309.7	4788.4	6277.7	3255.7	263.6	298.7	1768.4	1234
Transport	2202.4	2283	1962.7	1589.7	9.7	90.7	230	602.6
dont redevance-gaz	602.6							
fret	218	1574.9						
passagers	1190.6	91.7						
autres transport	191.2	616.4						
Voyages	3785.9	783.3	2812.3	492.6	12.5	10.5	961.1	280.2
Autres services	1843.1	1465.4	1308	1024.2	213.8	184	321.3	257.2
services de communication	432.4	85.3						
services financiers	103.7	109						
primes et indemnités d'assurance	93.5	303.5						
frais de bureau	126.8	13.7						
frais commerciaux et négoce international	248.4	158.7						
grands travaux et services techniques	685.1	571.1						
services informatiques et d'information	60.9	53.9						
divers	42.9	132						
redevances et droits de licence	35.5	21.7						
services personnels et culturels	13.9	15.6						

Source : Balance des paiements 2012.

Tableau 2 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi

	Valeur ajoutée	Emplois	Valeur ajoutée	Emplois
	en MD	en 1000	Structure en %	
Agriculture, chasse et services annexes	4 274	545.2	7.4	16.6
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	59	11.4	0.1	0.3
Pêche, pisciculture et aquaculture	316	27.3	0.6	0.8
Extraction d'hydrocarbures; activités des services annexes	3 730	8.7	6.5	0.3
Extraction de minerais métalliques	2	0.3	0.0	0.0
Autres industries extractives	462	9.5	0.8	0.3
Industries agricoles et alimentaires	1 749	73.2	3.0	2.2
Industrie du tabac	80	2.0	0.1	0.1
Industrie textile	574	30.9	1.0	0.9
Industrie de l'habillement et des fourrures	1 220	184.3	2.1	5.6
Industrie du cuir et de la chaussure	255	34.5	0.4	1.1
Bois et de fabrication d'articles en bois	273	54.9	0.5	1.7
Industrie du papier et du carton	117	3.5	0.2	0.1
Edition, d'imprimerie et de reproduction	60	9.1	0.1	0.3
Cokéfaction, de raffinage et des industries nucléaires	60	0.9	0.1	0.0
Industrie chimique	1 264	24.1	2.2	0.7
Industrie du caoutchouc et des plastiques	225	17.8	0.4	0.5
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	848	38.2	1.5	1.2
Métallurgie	338	8.3	0.6	0.3
Travail des métaux	474	40.2	0.8	1.2
Fabrication de machines et équipements	227	7.8	0.4	0.2
Fabrication des équipements électriques et électroniques	2 348	74.2	4.1	2.3
Electricité, de gaz et de chaleur	588	11.3	1.0	0.3
Captage, traitement et distribution d'eau	185	6.9	0.3	0.2
Construction	2 660	450.0	4.6	13.7
Commerce et réparation automobile	160	47.9	0.3	1.5
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	4 642	66.1	8.1	2.0
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	59	334.9	0.1	10.2
Services d'hôtels et restaurants	3 086	125.0	5.4	3.8
Transports terrestres	2 837	137.4	4.9	4.2
Transports maritimes	217	4.3	0.4	0.1
Transports aériens	1 013	9.6	1.8	0.3
Services auxiliaires des transports	1 186	16.1	2.1	0.5
Postes et Télécommunications	2 784	39.0	4.8	1.2
Intermédiation financière	1 970	21.8	3.4	0.7
Assurance & auxiliaires financiers	253	5.4	0.4	0.2
Activités immobilières	981	5.1	1.7	0.2
Location sans opérateur	236	5.3	0.4	0.2
Activités informatiques	220	16.2	0.4	0.5
Services fournis principalement aux entreprises	762	75.1	1.3	2.3
Administration publique	5 169	250.2	9.0	7.6
Education	3 319	244.4	5.8	7.5
Santé et action sociale	1 575	81.5	2.7	2.5
Assainissement & services fournis par les organisations associatives	176	1.7	0.3	0.1
Services récréatifs, culturels et sportifs	151	42.6	0.3	1.3
Services de blanchisserie et teinturerie	244	45.6	0.4	1.4
Services domestiques	4 003	25.1	7.0	0.8
Total	57 431.9	3 274.8	100.0	100.0

Tableau 3 : Structure de l'absorption en %

		Consommation finale	Investissement FBCF+Variation de stock	Consommation intermédiaire	Total
P-01	Produits de l'agriculture, chasse et des services annexes	30.8	-6.7	75.9	100
P-02	Produits de la sylviculture, exploitation forestière, services annexes	0.0	0.0	100.0	100
P-05	Produits de la pêche, pisciculture et aquaculture	78.7	0.0	21.3	100
P-11	Produits d'extraction d'hydrocarbures; activités des services annexes	5.3	43.4	51.3	100
P-13	Produits d'extraction de minerais métalliques	0.0	14.8	85.2	100
P-14	Produits des autres industries extractives	1.3	-1.9	100.6	100
P-15	Produits des industries agricoles et alimentaires	65.3	0.5	34.1	100
P-16	Produits de l'industrie du tabac	91.0	6.7	2.3	100
P-17	Produits de l'industrie textile	32.5	-2.1	69.7	100
P-18	Produits de l'industrie de l'habillement et des fourrures	97.8	-22.9	25.1	100
P-19	Produits de l'industrie du cuir et de la chaussure	63.8	-19.9	56.0	100
P-20	Produits du bois et de fabrication d'articles en bois	1.1	0.0	98.9	100
P-21	Produits de l'industrie du papier et du carton	1.6	0.0	98.4	100
P-22	Produits d'édition, d'imprimerie et de reproduction	36.6	3.1	60.3	100
P-23	Produits de cokéfaction, de raffinage et des industries nucléaires	36.6	2.2	61.2	100
P-24	Produits de l'industrie chimique	22.2	7.9	69.9	100
P-25	Produits de l'industrie du caoutchouc et des plastiques	48.7	0.5	50.8	100
P-26	Produits de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	8.5	1.0	90.4	100
P-27	Produits de la métallurgie	0.0	-0.7	100.7	100
P-28	Produits du travail des métaux	4.8	11.4	83.8	100
P-29	Produits de la fabrication de machines et équipements	5.3	67.8	27.0	100
P-30t36	Equipements électriques et électroniques	32.6	25.8	41.6	100
P-40	Produits d'électricité, de gaz et de chaleur	31.4	0.0	68.6	100
P-41	Produits de captage, traitement et distribution d'eau	70.4	0.0	29.6	100
P-45	Produits de construction	0.6	96.8	2.7	100
P-50	Produits de commerce et réparation automobile	51.1	0.0	48.9	100
P-52	Produits de commerce de détail et réparation d'articles domestiques	100.0	0.0	0.0	100
P-55	Produits des services d'hôtels et restaurants	92.9	0.0	7.1	100
P-60	Produits des transports terrestres	51.8	0.0	48.2	100
P-61	Produits des transports maritimes	6.6	0.0	93.4	100
P-62	Produits des transports aériens	24.6	0.0	75.4	100
P-63	Produits des services auxiliaires des transports	13.0	0.0	87.0	100
P-6410	Services de postes et de courriers	2.1	0.0	97.9	100
P-6423	services de téléphones	51.9	0.0	48.1	100
P-6424	Autres services de télécommunications	0.0	0.0	100.0	100
P-65	Produits d'intermédiation financière	36.7	0.0	63.3	100
P-66	Produits d'assurance	27.4	0.0	72.6	100
P-67	Produits d'auxiliaires financiers et d'assurance	13.9	0.0	86.1	100
P-70	Produits d'activités immobilières	76.1	2.7	21.2	100
P-71	Produits de location sans opérateur	4.7	0.0	95.3	100
P-72	Produits d'activités informatiques	0.0	1.8	98.2	100
P-74	Produits de services fournis principalement aux entreprises	16.4	9.5	74.1	100
P-75	Produits de l'administration publique	100.0	0.0	0.0	100
P-80	Produits d'éducation	99.2	0.0	0.8	100
P-85	Produits de la santé et d'action sociale	98.4	0.0	1.6	100
p-90	Produits d'assainissement, de voirie et de gestion des déchets	100.0	0.0	0.0	100
P-91	Produits des services fournis par les organisations associatives	100.0	0.0	0.0	100
P-92	Produits des services récréatifs, culturels et sportifs	96.7	0.0	3.3	100
P-93	Produits des services de blanchisserie et teinturerie	97.5	0.0	2.5	100
P-95	Produits des services domestiques	100.0	0.0	0.0	100
	Ensemble de l'économie	41.5	13.4	45.1	100

Tableau 4 : Structure des échanges par partenaire en %

	Importations par partenaire				Exportations par partenaire			
	Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total	Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total
	En %							
Agriculture et pêche	2.5	24.2	7.3	5.0	1.4	1.2	3.6	1.9
Industries extractives	0.3	0.0	4.2	1.6	10.0	34.3	3.7	9.1
Industries manufacturières	83.3	63.6	79.4	81.2	62.3	47.4	73.8	64.6
Services marchands	13.8	12.2	9.1	12.2	26.3	17.1	18.8	24.4
Ensemble de l'économie	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 5 : Structure des échanges par partenaire et destination en %

		Importations par partenaire				Exportations par partenaire			
		Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total	Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total
P-01	Produits de l'agriculture, chasse et des services annexes	30.3	20.3	49.3	100.0	56.3	1.0	42.7	100.0
P-02	Produits de la sylviculture, exploitation forestière, services annexes	48.4	0.1	51.6	100.0	89.8	0.4	9.7	100.0
P-05	Produits de la pêche, pisciculture et aquaculture	90.2	0.0	9.8	100.0	43.7	2.8	53.4	100.0
P-11	Produits d'extraction d'hydrocarbures; activités des services annexes	0.0	0.0	100.0	100.0	84.0	8.4	7.6	100.0
P-13	Produits d'extraction de minerais métalliques	62.0	1.0	36.9	100.0	95.4	0.0	4.6	100.0
P-14	Produits des autres industries extractives	20.3	0.2	79.6	100.0	64.0	0.3	35.8	100.0
P-15	Produits des industries agricoles et alimentaires	38.8	8.7	52.5	100.0	41.4	8.2	50.3	100.0
P-16	Produits de l'industrie du tabac	41.5	0.0	58.5	100.0	60.6	0.0	39.4	100.0
P-17	Produits de l'industrie textile	76.5	0.3	23.3	100.0	87.4	0.9	11.8	100.0
P-18	Produits de l'industrie de l'habillement et des fourrures	82.5	1.4	16.0	100.0	97.5	0.2	2.3	100.0
P-19	Produits de l'industrie du cuir et de la chaussure	89.5	0.0	10.5	100.0	91.2	0.0	8.8	100.0
P-20	Produits du bois et de fabrication d'articles en bois	89.2	0.0	10.7	100.0	76.0	0.3	23.7	100.0
P-21	Produits de l'industrie du papier et du carton	77.5	6.6	15.9	100.0	13.2	0.0	86.8	100.0
P-22	Produits d'édition, d'imprimerie et de reproduction	71.2	0.9	28.0	100.0	45.0	0.1	54.9	100.0
P-23	Produits de cokéfaction, de raffinage et des industries nucléaires	46.3	1.7	52.0	100.0	62.3	0.0	37.7	100.0
P-24	Produits de l'industrie chimique	61.0	4.9	34.1	100.0	22.9	1.2	75.9	100.0
P-25	Produits de l'industrie du caoutchouc et des plastiques	78.8	1.1	20.1	100.0	63.9	0.0	36.0	100.0
P-26	Produits de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	66.8	0.6	32.6	100.0	25.1	0.4	74.4	100.0
P-27	Produits de la métallurgie	60.6	1.3	38.1	100.0	63.9	0.3	35.8	100.0
P-28	Produits du travail des métaux	71.9	4.3	23.8	100.0	51.0	0.4	48.6	100.0
P-29	Produits de la fabrication de machines et équipements	65.3	7.9	26.9	100.0	51.3	0.6	48.1	100.0
P-30t36	Equipements électriques et électroniques	65.3	2.6	32.1	100.0	86.2	2.1	11.7	100.0
P-40	Produits d'électricité, de gaz et de chaleur								
P-41	Produits de captage, traitement et distribution d'eau								

Tableau 5 : Structure des échanges par partenaire et destination en % (suite)

	Importations par partenaire				Exportations par partenaire				
	Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total	Union Européenne des 28	Etats Unis d'Amérique	Reste du monde	Total	
P-45	Produits de construction								
P-50	Produits de commerce et réparation automobile								
P-51	Produits de commerce de gros et intermédiaires du commerce								
P-52	Produits de commerce de détail et réparation d'articles domestiques								
P-55	Produits des services d'hôtels et restaurants	62.9	1.3	35.8	100.0	74.3	0.3	25.4	100.0
P-60	Produits des transports terrestres					89.1	0.4	10.4	100.0
P-61	Produits des transports maritimes	69.6	4.0	26.4	100.0	89.1	0.4	10.4	100.0
P-62	Produits des transports aériens	69.6	4.0	26.4	100.0	89.1	0.4	10.4	100.0
P-63	Produits des services auxiliaires des transports	69.6	4.0	26.4	100.0	89.1	0.4	10.4	100.0
P-6410	Services de postes et de courriers								
P-6423	services de téléphones	69.9	12.6	17.6	100.0	71.0	11.6	17.4	100.0
P-6424	Autres services de télécommunications								
P-65	Produits d'intermédiation financière	69.9	12.6	17.6	100.0	71.0	11.6	17.4	100.0
P-66	Produits d'assurance	69.9	12.6	17.6	100.0	71.0	11.6	17.4	100.0
P-67	Produits d'auxiliaires financiers et d'assurance	69.9	12.6	17.6	100.0	71.0	11.6	17.4	100.0
P-70	Produits d'activités immobilières								
P-71	Produits de location sans opérateur	69.9	12.6	17.6	100.0	71.0	11.6	17.4	100.0
P-72	Produits d'activités informatiques								
P-74	Produits de services fournis principalement aux entreprises	83.2	0.6	16.2	100.0	100.0	0.0	0.0	100.0
P-75	Produits de l'administration publique								
P-80	Produits d'éducation								
P-85	Produits de la santé et d'action sociale								
P-90	Produits d'assainissement, de voirie et de gestion des déchets								
P-91	Produits des services fournis par les organisations associatives								
P-92	Produits des services récréatifs, culturels et sportifs	92.6	0.0	7.4	100.0	58.4	0.0	41.6	100.0
P-93	Produits des services de blanchisserie et teinturerie								
P-95	Produits des services domestiques								
Total	Ensemble de l'économie	62.4	4.1	33.5	100.0	75.1	2.1	22.8	100.0

Tableau 6 : Structure des consommations intermédiaires par activité en %

	Activités										
	Agriculture et pêche	Ind. extractives	Ind.manufact	Production et distrib. d'élec., de Gaz et Eau	Construction	Services	Services marchands	Adm.pub., Education et santé	Services collectifs, sociaux et personnels	Services domestiques	Ensemble de l'économie
Produits											
Agriculture et pêche	19.5	0.0	15.1	0.0	0.0	6.3	6.2	2.9	1.2	100.0	10.7
Industries extractives	0.0	7.3	4.0	45.1	3.8	0.8	0.9	0.3	1.1	0.0	4.0
Industries manufacturières	74.6	30.4	70.2	44.1	78.1	39.1	38.8	42.6	37.1	0.0	61.5
Production et distribution d'électricité, de Gaz et Eau	0.2	9.5	2.2	3.1	0.3	3.6	3.1	5.3	5.8	0.0	2.5
Construction	0.0	4.7	0.0	0.0	2.4	0.3	0.3	0.3	0.0	0.0	0.4
Services	5.6	48.2	8.5	7.6	15.4	50.1	50.8	48.7	54.9	0.0	20.9
Services marchands	5.6	48.2	8.5	7.5	15.4	49.4	50.5	46.6	51.7	0.0	20.8
Adm.publique, Education et santé	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.4	0.2	1.4	1.8	0.0	0.1
Services collectifs, sociaux et personnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.6	1.3	0.0	0.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 7 : Structure des consommations intermédiaires par type de produit en %

	Consommations intermédiaires par type de produit								Total CI pour l'Ensemble de l'économie
	Agricu. et pêche	Ind. extractives	Ind. Manufact.	Elect, Gaz et Eau	Construction	Services Marchands	Adm.pub, Education et santé	Services collectifs, sociaux et personnels	
Activités									
Agriculture et pêche	5.9	0.0	3.9	0.3	0.2	0.9	1.7	0.0	3.2
Industries extractives	0.0	5.1	1.4	10.5	29.6	6.5	0.0	0.0	2.8
Industries manufacturières	78.9	56.2	63.7	49.1	0.0	22.8	0.9	1.0	55.8
Production et distribution d'électricité, de Gaz et Eau	0.0	23.7	1.5	2.6	0.0	0.8	2.0	0.0	2.1
Construction	0.0	9.9	13.1	1.2	55.3	7.7	0.0	0.0	10.3
Services	15.2	5.0	16.4	36.4	14.9	61.4	95.5	99.0	25.8
Services Marchands	11.7	4.5	12.8	25.1	12.0	49.2	29.4	25.0	20.2
Adm. Publique, Education et santé	1.2	0.3	3.1	9.4	2.8	10.1	53.3	53.2	4.5
Services collectifs, sociaux et personnels	0.1	0.2	0.5	1.9	0.0	2.1	12.9	20.9	0.8
Services domestiques	2.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source INS, calcul ITCEQ.

Tableau 8 : Rémunération salariale des occupés salariés selon le niveau d'instruction

	Néant	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total	Néant	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
	en personne occupées					en MD				
Agriculture et pêche	39300	71737	27886	2267	141190	263.66	431.04	197.81	35.26	927.77
Extraction de pétrole et gaz naturel	140	1664	2838	3997	8639	21.98	246.87	512.30	1565.24	2346.39
Mines	586	3617	3778	1289	9270	6.03	36.20	45.91	33.91	122.05
Industries agroalimentaires	3507	25868	25916	6931	62222	37.00	257.89	314.37	182.39	791.66
Industrie du Tabac	185	636	917	215	1953	3.10	10.06	17.65	8.98	39.79
Textile, Habillement et Cuir	9930	110505	121029	11956	253420	58.72	534.57	711.25	160.94	1465.47
Industries diverses	878	11015	16609	5323	33825	5.90	58.23	109.90	69.96	243.99
Raffinage de pétrole	23	133	337	356	849	0.26	1.44	4.45	10.20	16.35
Industries chimiques	831	6038	10091	5169	22129	16.43	112.80	229.38	254.90	613.51
Matériaux de construction, céramique et verre	1721	14391	13713	2841	32666	18.75	148.13	171.75	77.19	415.82
Industries mécaniques et électriques	1826	29041	58214	18529	107610	25.61	391.38	967.81	646.23	2031.03
Electricité et Gaz	180	1151	5718	4288	11337	2.55	15.38	92.97	151.25	262.15
Eau	371	1903	3159	1399	6832	5.25	25.44	51.38	49.37	131.44
Bâtiment et génie civil	55597	229605	120103	10614	415919	108.36	422.88	269.15	51.60	851.98
Entretien et réparation	2978	41436	60459	12054	116927	0.64	19.19	23.99	4.93	48.74
Commerce	1449	12766	18412	14679	47306	21.55	179.43	314.87	544.59	1060.44
Services d'hôtellerie et de restauration	3156	38448	55432	8472	105508	26.80	308.51	541.20	179.44	1055.96
Transports	2686	30022	46676	13193	92577	29.80	309.64	649.46	552.51	1541.41
Poste et télécommunication	346	2657	13216	17818	34037	7.21	52.32	298.28	558.61	916.42
Services financiers	415	1129	8010	16613	26167	7.59	18.84	159.16	720.03	905.63
Autres services marchands	8226	36401	46624	37277	128528	23.60	111.63	191.90	277.13	604.27
Administration publique	14155	60000	220542	265977	560674	118.36	472.86	2114.40	4858.99	7564.60
Services domestiques	8593	11563	3660	78	23894	75.50	96.00	36.97	1.71	210.18
Ensemble de l'économie	157079	741726	883339	461335	2243479	884.62	4260.76	8026.32	10995.35	24167.05